



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 03/03/2023

Votre annonce n°23-21363 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Un accusé réception vous sera envoyé par courriel pour confirmation de sa transmission ce jour à l'OPOCE.

Attention :

Cette annonce n'est plus modifiable.

Toute demande de correction ou d'annulation devra faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après publication au BOAMP et au JOUE.

Les éventuelles corrections effectuées par le JOUE sur votre annonce avant publication ne pourront pas être prises en compte par le BOAMP. Dans ce cas, ces corrections devront faire l'objet d'un avis rectificatif publié au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

> [Contact client](#)

J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24

Département(s) de publication : **60**

Annonce No **23-21363**

I. II. III. IV. VI.

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

Département de l'Oise, Direction Générale Adjointe Finances et Modernisation, Direction de l'achat public, Centre administratif François Bénard, Avenue de l'Europe, 1 rue Cambry, 60000, Beauvais, F, Téléphone : (+33) 3 44 06 60 92, Courriel : ld-commandepublique@oise.fr, Code NUTS : FRE22

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.oise.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr/perso/cg60/>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr/perso/cg60/>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr/perso/cg60/>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : DEMARCHES EN LIGNE - PORTAIL GRU - INTEGRATION ET MISE EN OEUVRE D'UNE SOLUTION DE GESTION DE LA RELATION USAGERS

Numéro de référence : CG_60_20230214W2_01

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 72416000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Services

II.1.4) Description succincte : La consultation porte sur la mise en place d'un Portail GRU par l'intégration et la mise en œuvre pour le Département de l'Oise d'une Solution de Gestion de la Relation Usagers.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 775 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

Mots descripteurs : Informatique (prestations de services), Logiciel

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 72416000

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 48000000
 Descripteur supplémentaire :
 Code CPV principal : 48900000
 Descripteur supplémentaire :
 Code CPV principal : 72250000
 Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRE22
 Lieu principal d'exécution :

II.2.4) Description des prestations : La description des prestations et leurs spécifications techniques sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

II.2.5) Critères d'attribution

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 775 000 euros

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48
 Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui
 Description des modalités ou du calendrier des reconductions : Les modalités de reconduction sont précisées à l'article 2.1 du cahier des clauses administratives particulières

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Nombre minimal envisagé : 3 / Nombre maximal : 6
 Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats qui satisfont aux conditions de participation, le nombre minimal de candidats invités à présenter une offre est de trois et le nombre maximal est de six. Pour sélectionner les candidatures dans les conditions énoncées à l'article 10.1 du RC, les candidatures sont appréciées en fonction des critères pondérés suivants: Capacités techniques et professionnelles : 70 points, Capacités économiques et financières : 30 points, au regard des documents de la candidature demandés à l'article 8.1 du RC.

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) Information sur les options

Options : oui
 Description des options : Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des prestations similaires à l'accord cadre de service pourront être réalisées.

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non
 Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires : L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1200000eurosHT sur sa durée totale (48 mois période de reconduction comprise), soit : -Sans montant minimum et avec un montant maximum de 740 000eurosHT pour la période initiale ; -Sans montant minimum et avec un montant maximum de 460 000eurosHT pour la période de reconduction possible.

Mots descripteurs : Informatique (prestations de services), Logiciel

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION****III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Liste et description succincte des conditions : chaque candidat produira la LETTRE DE CANDIDATURE dûment remplie comprenant notamment l'identification de l'opérateur économique ainsi qu'une déclaration sur l'honneur du candidat attestant que celui-ci ne fait l'objet d'aucune exclusions de plein droit de la procédure de passation conformément à l'article L2141-1 du code de la commande publique.

III.1.2) Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation
 Liste et description succincte des critères de sélection :
 Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation
 Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :
 Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :**III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ****III.2.1) Information relative à la profession**

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

L'accord cadre comporte des conditions particulières d'exécution prenant en compte des considérations relatives à l'environnement, conformément aux dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique. Les considérations relatives à l'environnement sont précisées au CCTP.

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché**III.2.4) Marché éligible au MPS**

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE**IV.1) DESCRIPTION****IV.1.1) Type de procédure**

Procédure concurrentielle avec négociation

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre
 Accord-cadre avec un seul opérateur

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier

IV.1.5) Information sur la négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

IV.1.6) Enchère électronique :**IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**

- Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui
- IV.2) **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**
- IV.2.1) **Publication antérieure relative à la présente procédure**
Numéro de l'avis au JO série S :
- IV.2.2) **Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**
4 avril 2023 - 17:00
- IV.2.3) **Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**
Date : 12 avril 2023
- IV.2.4) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :**
français
- IV.2.6) **Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :**
L'offre doit être valable jusqu'au :
ou
Durée en mois : 5 (A compter de la date limite de réception des offres)
- IV.2.7) **Modalité d'ouverture des offres**
Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- VI.1) **RENOUVELLEMENT**
Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable
Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :
- VI.2) **INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**
La facturation en ligne sera acceptée
- VI.3) **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**
Cette consultation est lancée selon une procédure avec négociation en application de l'art L2124-3 et du 1° de l'art R2124-3 ainsi que des articles R2161-12 à -20 du code de la commande publique. En effet, le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles conformément aux indications de l'article 6.1 du RC. La consultation n'est pas allouée pour les raisons indiquées à l'art 3.1 du RC. Le présent avis a pour objet la publicité pour la phase de sélection des candidats. L'Accord-Cadre, exécuté par l'émission de bons de commande, est conclu pour une durée totale de 48 mois à compter de sa date de notification (période de reconduction comprise). La date indiquée à l'article IV.2.2) correspond à la date limite de réception des candidatures. Les étapes de la procédure dont les modalités de négociations sont précisées à l'art 6.2 du RC. Les délais d'exécution de l'accord-cadre sont précisés à l'art 2.3 du CCAP. L'Accord-Cadre est estimé, sur sa durée totale, à 775000 eurosht. Aussi, le montant indiqué aux rubriques li.1.5) et li.2.6) correspond à l'estimation de l'accord-cadre sur sa durée totale, soit 480000 eurosht pour la période initiale et 295000 eurosht pour la période de reconduction possible. Les modalités de paiement et de règlement des comptes sont fixées à l'art. 9 du CCAP. Les documents du marché public sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet à l'adresse du profil acheteur. Le contenu du DCE Phase Candidature est précisé à l'art. 7.1 du RC. Un DCE Phase Offre sera transmis aux candidats sélectionnés. Les conditions de dépôt des dossiers sont précisées à l'art. 9 du RC, étant précisé que les candidatures doivent être envoyées par voie électronique à l'adresse du profil acheteur. La sous-traitance et la cotraitance sont autorisées conformément aux dispositions de l'art. 6.3 du RC. S'agissant des éléments relatifs à la capacité économique, financière, technique et professionnelle tels que visés à la rubrique lii.1), les renseignements demandés pour la présentation des candidatures sont indiqués à l'art. 8.1 du R.C. Pour la phase offre avec les candidats sélectionnés, s'agissant des éléments relatifs aux critères d'attribution tels que visés à la rubrique li.2.5), les documents demandés pour la présentation de l'offre sont indiqués à l'art. 8.2 du R.C. Pour attribuer l'accord cadre au candidat dont l'offre sera économiquement la plus avantageuse, les offres seront appréciées en fonction des critères pondérés suivants: Valeur technique : 60pts - prix : 40pts. Les modalités de mise en œuvre de ces critères sont précisés à l'art 10.2 du RC. Les candidats peuvent obtenir des renseignements complémentaires pour l'étude de leur dossier en interrogeant, le Département au plus tard 8 jours avant les date et heure limites de remise des candidatures (soit jusqu'au 27 mars 2023 à 17 heures), selon les modalités fixées à l'art 14 du RC. Les réponses seront adressées, par écrit (de préférence via la plateforme), au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures (soit avant le 29 mars 2023 à 17 heures) à toutes les entreprises enregistrées sur le profil d'acheteur pour ce dossier. Les modalités d'attribution de l'accord-cadre sont fixées à l'art 11 du RC. Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment ne pas donner suite à la procédure. La date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est fixée au mois de juillet 2023. L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Dume dont les modalités sont indiquées à l'art. 8.1.2 du RC. L'ouverture des plis pour la phase candidature est prévue le 5 avril 2023 à 09 heures, à Beauvais. La séance d'ouverture n'est pas publique.
- VI.4) **PROCÉDURES DE RECOURS**
- VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours :**
Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier CS 81114, 80011, Amiens Cedex 01, F, Téléphone : (+33) 3 22 33 61 70, Fax : (+33) 3 22 33 61 71, Adresse internet : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>
- VI.4.2) **Organe chargé des procédures de médiation :**
- VI.4.3) **Introduction de recours :**
Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Peuvent être formés devant la juridiction visée au VI.4.1) : - un référé pré-contractuel jusqu'à la signature du contrat conformément à l'article L551.1 et suivants du code de justice administrative - un référé contractuel à compter de la signature de l'accord cadre et dans un délai de 31 jours suivants la publication de l'avis d'attribution conformément à l'article L551-13 et suivants du CJA - un recours en contestation de la validité de l'accord cadre, conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 "Tarn et Garonne" dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.
- VI.4.4) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :**
Greffé du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier CS 81114, 80011, Amiens Cedex 01, F, Téléphone : (+33) 3 22 33 61 70, Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr, Fax : (+33) 3 22 33 61 71, Adresse internet : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>
- VI.5) **DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**
3 mars 2023

Eléments de facturation :

Numéro du service exécutant : 23

Classe de profil : Département

Siret : 22600001600403

Libellé de la facture : Département de l'Oise DGAFM Direction de l'Achat Public Centre administratif François BENARD 1 rue Cambry Avenue de l'Europe, F-60000 Beauvais.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 4 avril 2023

Objet de l'avis : Démarches en ligne - portail gru - intégration et mise en OEuvre d'une solution de gestion de la relation usagers

Nom de l'organisme : Département de l'Oise

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



> Informations légales